



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Fonds international de
développement agricole

unicef 



Programme
Alimentaire
Mondial



Organisation
mondiale de la Santé

2019

RÉSUMÉ

L'ÉTAT DE
**LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET
DE LA NUTRITION
DANS LE MONDE**

**SE PRÉMUNIR CONTRE
LES RALENTISSEMENTS ET LES
FLÉCHISSEMENTS ÉCONOMIQUES**

TABLE DES MATIÈRES

Cette brochure reprend les messages clés et le contenu de la publication *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019*. La numérotation des tableaux et des figures correspond à ladite publication.

MESSAGES CLÉS

AVANT-PROPOS

PARTIE 1 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE EN 2019

1.1 Tendances récentes de la faim et de l'insécurité alimentaire

- ▶ **ENCADRÉ 1** Deux indicateurs pour la cible 2.1 des ODD afin de suivre les progrès accomplis dans l'élimination de la faim et l'instauration d'un accès à une alimentation saine, nutritive et suffisante pour chacun
- ▶ **FIGURE 1** Réparti à la hausse depuis 2015, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est revenu au niveau de 2010-2011
- ▶ **TABLEAU 1** Prévalence de la sous-alimentation (PoU) dans le monde, 2005-2018
- ▶ **FIGURE 10** Au cours des cinq dernières années (2014-2018), les niveaux totaux d'insécurité alimentaire ont été orientés à la hausse à l'échelle mondiale, en raison principalement de l'augmentation enregistrée en Afrique et en Amérique latine

1.2 Progrès accomplis sur la voie des cibles mondiales de nutrition

- ▶ **FIGURE 15** Les progrès accomplis dans la lutte contre la malnutrition sont trop lents pour permettre d'atteindre les cibles mondiales définies à l'horizon 2025 et 2030

1.3 Vers une conception intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour la santé et le bien-être

1.4 Conclusions

4

6

9

9

10

12

13

14

14

15

16

17

PARTIE 2

COMMENT S'AFFRANCHIR DURABLEMENT DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA MALNUTRITION FACE AUX RALENTISSEMENTS DE LA CROISSANCE ET AUX FLÉCHISSEMENTS ÉCONOMIQUES

2.1 Les ralentissements de la croissance et fléchissements économiques et leur incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition

18

- ▶ **ENCADRÉ 9** Ralentissement de la croissance et fléchissement économique: de quoi s'agit-il? 19
- ▶ **FIGURE 22** La croissance du PIB réel par habitant a évolué de façon inégale depuis le fléchissement brutal de l'économie mondiale en 2008-2009 20
- ▶ **FIGURE 24** Points de réorientation à la hausse de la PoU associés à un ralentissement de la croissance ou à un fléchissement économique 21
- ▶ **TABLEAU 8** Les chocs économiques en deuxième ou troisième position des principaux facteurs à l'origine des crises alimentaires en 2018 22

2.2 La dépendance à l'égard des produits de base et son importance pour la sécurité alimentaire et la nutrition

23

- ▶ **FIGURE 27** De nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont fortement dépendants à l'égard des produits de base (PdB) 25
- ▶ **Figure 29** Effets préjudiciables potentiels des baisses des prix internationaux des produits de base sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les économies dépendantes à l'égard des PdB: voies de transmission 26

2.3 Liens entre croissance économique, pauvreté et sécurité alimentaire et nutrition: le rôle des inégalités

28

- ▶ **Figure 37** L'inégalité de répartition des terres agricoles est élevée dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne 29

2.4 Politiques permettant d'échapper durablement à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en période de ralentissement de la croissance ou de fléchissement économique

30

2.5 Conclusions

31

MESSAGES CLÉS

→ Après des décennies de baisse constante, la tendance de la faim dans le monde – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation – a repris en 2015 et est restée pratiquement inchangée ces trois dernières années, à un niveau légèrement inférieur à 11 pour cent. Dans le même temps, le nombre de personnes souffrant de la faim s’est lentement accru. Résultat, plus de 820 millions de personnes dans le monde souffraient toujours de la faim en 2018, ce qui souligne l’immensité du défi à relever si l’on veut atteindre l’objectif «Faim zéro» d’ici à 2030.

→ La faim est repartie à la hausse dans presque toutes les sous-régions de l’Afrique, laquelle représente la région où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée, puisqu’elle atteint près de 20 pour cent. La faim progresse aussi lentement en Amérique latine et dans les Caraïbes, malgré une prévalence qui demeure inférieure à 7 pour cent. Dans la région Asie, la faim ne cesse de gagner du terrain depuis 2010 en Asie de l’Ouest, où plus de 12 pour cent de la population vit aujourd’hui en situation de sous-alimentation.

→ Cette année, le rapport examine un deuxième indicateur aux fins du suivi de la cible 2.1 des ODD: la prévalence de l’insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l’échelle de mesure de l’insécurité alimentaire vécue (FIAS). Alors que l’insécurité alimentaire grave est associée à la notion de faim, les personnes en situation d’insécurité alimentaire modérée ne sont pas certaines de pouvoir se procurer à manger et sont contraintes de réduire la qualité et/ou la quantité des aliments qu’elles consomment.

→ Si l’on tient compte de l’ensemble des personnes dans le monde qui sont en situation d’insécurité alimentaire modérée en plus de celles qui souffrent de la faim, on estime que plus de 2 milliards de personnes ne disposent pas d’un accès régulier à des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante, dont 8 pour cent de la population en Amérique du Nord et en Europe.

→ En 2015, 20,5 millions de nouveau-nés dans le monde avaient un poids insuffisant, soit une naissance vivante sur sept; aucun progrès n’a été fait en ce qui concerne la réduction de la prévalence de l’insuffisance pondérale à la naissance depuis 2012. En revanche, le nombre d’enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance a reculé de 10 pour cent à l’échelle mondiale au cours des six dernières années. On en compte cependant encore 149 millions, ce qui indique que les progrès ne sont pas assez rapides pour espérer atteindre la cible fixée à l’horizon 2030, à savoir réduire de moitié le nombre d’enfants souffrant d’un retard de croissance.

→ L’excès pondéral et l’obésité sont en progrès constants dans toutes les régions, en particulier chez les enfants d’âge scolaire et les adultes. En 2018, on estimait à 40 millions le nombre d’enfants de moins de 5 ans présentant un excès pondéral. Environ le tiers des adolescents et des adultes étaient en surpoids et 44 pour cent d’enfants âgés de 5 à 9 ans en surpoids étaient obèses. En 2016, 131 millions d’enfants âgés de 5 à 9 ans, 207 millions d’adolescents et 2 milliards d’adultes étaient en surpoids. Le coût économique de la malnutrition est astronomique.

→ Une analyse des données aux niveaux des ménages et des individus pour divers pays, toutes régions confondues, révèle que l'insécurité alimentaire est un déterminant important de nombreuses formes de malnutrition. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à revenu élevé en particulier, le fait de vivre dans un ménage exposé à l'insécurité alimentaire est un facteur prédictif de l'obésité chez les enfants d'âge scolaire, les adolescents et les adultes.

→ Les éditions précédentes du présent rapport ont mis en évidence de quelle manière les conflits, la variabilité du climat ainsi que les extrêmes climatiques exacerbent les tendances décrites ci-dessus. Cette année, le rapport montre qu'une reprise économique inégale de même que des résultats économiques toujours moroses dans nombre de pays après le fléchissement de l'économie mondiale de 2008-2009 comptent également parmi les facteurs qui entravent les efforts déployés pour mettre un terme à la faim et à la malnutrition. Les périodes de perturbations financières, les tensions commerciales accrues et le resserrement des conditions financières contribuent à fragiliser les perspectives économiques mondiales.

→ On observe une recrudescence de la faim dans de nombreux pays où l'activité économique a ralenti ou s'est contractée, et surtout dans des pays à revenu intermédiaire. Qui plus est, les chocs économiques contribuent à prolonger et à aggraver les crises alimentaires qui sont principalement causées par des conflits et des chocs climatiques.

→ Sur les 65 pays où les effets récents des ralentissements de la croissance et des fléchissements économiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition se sont fait le plus

durement sentir, 52 sont fortement tributaires des exportations et/ou des importations de produits de base.

→ Les ralentissements ou les fléchissements économiques fragilisent de façon disproportionnée la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays où les inégalités sont plus marquées. Les inégalités de revenus accroissent la probabilité d'une insécurité alimentaire grave, et ce, dans une proportion 20 pour cent plus élevée dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu intermédiaire. Les inégalités de revenu et de richesse sont aussi étroitement corrélées avec la dénutrition, tandis que des schémas d'inégalité plus complexes sont associés à l'obésité.

→ Afin de préserver la sécurité alimentaire et la nutrition, il est primordial d'avoir mis en place en amont des politiques économiques et sociales qui permettent, lorsqu'on entre dans un cycle économique défavorable, d'en contrer les effets tout en évitant à tout prix des coupes dans les services essentiels, tels que les soins de santé et l'éducation. À plus long terme, cependant, on ne parviendra à relever ce défi qu'en misant sur une transformation structurelle inclusive et favorable aux pauvres, notamment dans les pays caractérisés par une dépendance forte à l'égard du commerce des produits de base.

→ Pour faire en sorte que cette transformation structurelle soit orientée vers les pauvres et qu'elle n'exclut personne, on se devra d'intégrer les questions de sécurité alimentaire et de nutrition dans les efforts de lutte contre la pauvreté, tout en veillant à ce que la réduction des inégalités entre les sexes et de l'exclusion sociale dont souffrent certains groupes de population soit poursuivie, soit comme moyen d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, soit comme une finalité à part entière.

AVANT-PROPOS

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est porteur d'ambitions de transformation qui tiennent compte de l'évolution de notre monde et des nouveaux défis que nous devons relever si nous voulons vivre dans un monde libéré de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes.

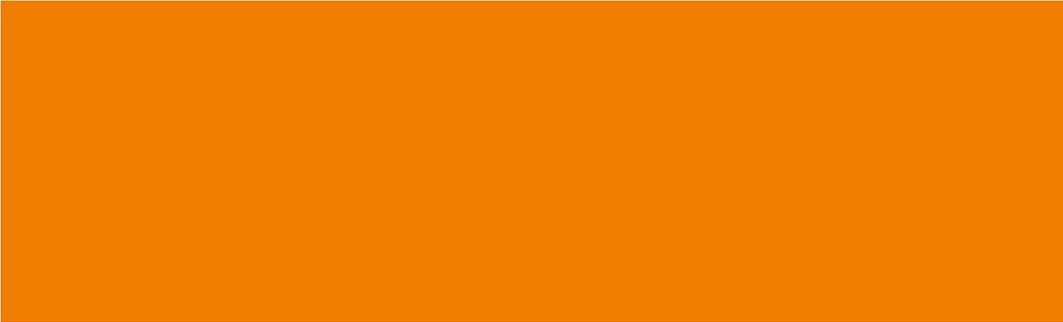
La population mondiale est en augmentation constante et vit en majorité en milieu urbain. Les technologies évoluent à un rythme accéléré et l'économie est de plus en plus interconnectée et mondialisée. Toutefois, dans cette nouvelle économie, de nombreux pays n'ont pas connu une croissance soutenue. L'économie mondiale, considérée dans son ensemble, ne croît pas autant que prévu. Les conflits et l'instabilité ont augmenté et deviennent plus difficiles à résoudre, suscitant des déplacements de populations plus importants. Le changement climatique et l'accentuation de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques agissent sur la productivité agricole, la production alimentaire et les ressources naturelles, avec des répercussions sur les systèmes alimentaires et les moyens d'existence des populations rurales, et notamment un recul du nombre d'agriculteurs. Tout cela a conduit à des modifications en profondeur des modes de production, de distribution et de consommation des aliments partout dans le monde, et à de nouveaux défis dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la santé.

Pour la troisième année, *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* est l'œuvre collective de nos cinq organisations, témoignant de notre volonté de collaborer pour relever les nouveaux défis et libérer le monde de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Les précédentes éditions ont montré que le recul de la faim, dont le monde a bénéficié pendant plus de dix ans, n'était plus d'actualité: la faim progresse de nouveau. Cette année, on constate que la prévalence de la sous-alimentation s'est stabilisée à l'échelle mondiale mais que le nombre absolu de personnes sous-alimentées continue de progresser, certes lentement.

Plus de 820 millions de personnes souffrent encore de la faim aujourd'hui dans le monde, ce qui souligne le défi immense que constitue la réalisation de l'objectif Faim Zéro à l'horizon 2030. La faim progresse dans presque toutes les sous-régions de l'Afrique et, dans une moindre mesure, en Amérique latine et en Asie de l'Ouest. Nous nous réjouissons des grands progrès observés en Asie du Sud au cours des cinq dernières années mais c'est encore dans cette sous-région que la prévalence de la sous-alimentation est la plus forte en Asie.

Un autre fait préoccupant est que, à l'échelle mondiale, 2 milliards de personnes environ sont dans une situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. Faute de pouvoir se



procurer régulièrement des aliments nutritifs en quantité suffisante, ces personnes sont davantage exposées à la malnutrition et leur santé est mise en péril. En premier lieu concentrée dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, l'insécurité alimentaire modérée ou grave frappe aussi 8 pour cent de la population en Amérique du Nord et en Europe. Quel que soit le continent, la prévalence de l'insécurité alimentaire est légèrement plus élevée chez les femmes que chez les hommes.

En ce qui concerne les indicateurs de la nutrition, la situation n'est pas plus réjouissante. Si les tendances actuelles perdurent, nous ne réussirons à atteindre ni la cible de développement durable 2030 qui consiste à diminuer de moitié le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance, ni celle de l'Assemblée mondiale de la Santé qui vise, à l'horizon 2025, à réduire de 30 pour cent l'insuffisance pondérale à la naissance. Le rapport de cette année alerte sur le fait qu'en 2015, une naissance vivante sur sept (soit 20,5 millions de nouveau-nés à l'échelle mondiale) présentait une insuffisance pondérale, sachant que nombre de ces naissances étaient le fait de mères adolescentes. Les tendances relatives à l'excès pondéral et à l'obésité constituent d'autres sujets de préoccupation car elles continuent d'être orientées à la hausse dans pratiquement tous les pays en ce qui concerne les enfants, les adolescents et les adultes. Les données les plus récentes montrent que l'obésité contribue à 4 millions de décès au niveau mondial et qu'elle accroît le risque de morbidité dans toutes les classes d'âge.

Les mesures que nous prenons pour contrecarrer ces tendances préoccupantes doivent être plus audacieuses, non seulement par leur ampleur mais aussi en termes de collaboration multiseCTORielle, à savoir que les différents secteurs concernés – notamment l'agriculture, l'alimentation, la santé, l'éducation et l'eau et l'assainissement – doivent y participer, et que l'on doit agir dans différents domaines, y compris la protection sociale, la planification du développement et les politiques économiques.

Dans la recherche de solutions, nous devons être bien conscients que la situation de l'économie mondiale reste fragile. Depuis le fléchissement brutal qu'a subi l'économie mondiale en 2008-2009, le rythme de la reprise est inégal dans bien des pays et les perspectives économiques mondiales se sont de nouveau assombries.

L'un des points importants du rapport de cette année est que la faim a progressé dans de nombreux pays où la croissance économique ralentit. De manière frappante, la majorité de ces pays ne sont pas des pays à faible revenu mais des pays à revenu intermédiaire, ainsi que des pays qui dépendent largement des échanges internationaux de produits de base. Les chocs économiques prolongent et accentuent les situations d'insécurité alimentaire grave

dans les contextes de crise alimentaire et, si l'on ne fait rien, ces tendances peuvent avoir des répercussions considérables sur la malnutrition sous toutes ses formes. On constate en outre que les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques ont des effets disproportionnés sur la sécurité alimentaire et la nutrition là où la répartition des revenus et autres ressources est profondément inégalitaire.

Nous devons être conscients qu'il importe de préserver la sécurité alimentaire et la nutrition pendant les périodes de difficulté économique. Nous devons investir de façon judicieuse pendant les périodes d'essor économique, pour réduire la vulnérabilité économique et renforcer les capacités afin de résister et de se relever rapidement lorsqu'une crise économique éclate.

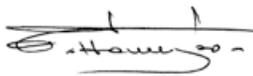
Nous devons encourager une transformation structurelle favorable aux pauvres et inclusive, qui soit axée sur les personnes et qui place les communautés au centre des préoccupations, pour réduire les vulnérabilités économiques et être en mesure de poursuivre comme prévu notre objectif: éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Pour que notre ambition d'une transformation favorable aux pauvres et inclusive se concrétise, nous devons intégrer les questions de sécurité alimentaire et de nutrition à nos efforts de réduction de la pauvreté, afin de tirer le meilleur parti des synergies possibles entre l'élimination de la pauvreté, de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. La réduction de l'exclusion sociale de groupes de population et des inégalités entre hommes et femmes doit être un moyen d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, ou doit en être le résultat.

Pour parvenir à ces objectifs, il faudra accélérer et coordonner l'action de toutes les parties prenantes et de tous les pays, et notamment assurer un appui constant et plus intégré de la part des Nations Unies et de la communauté internationale aux priorités de développement des pays, par l'intermédiaire d'accords multilatéraux et de moyens d'exécution, pour que les pays puissent s'engager dans la voie d'une transformation favorable aux pauvres et inclusive, qui soit axée sur les personnes et qui permette de libérer le monde de la pauvreté, des inégalités, de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes.



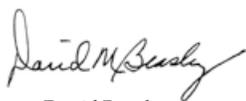
José Graziano da Silva
Directeur général de la FAO



Gilbert F. Houngbo
Président du FIDA



Henrietta H. Fore
Directrice exécutive de l'UNICEF



David Beasley
Directeur exécutif du PAM



Tedros Adhanom Ghebreyesus
Directeur général de l'OMS

PARTIE 1

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE EN 2019

La partie 1 du rapport de cette année vise à changer le regard porté sur les tendances récentes de la faim, de l'insécurité alimentaire et des différentes formes de malnutrition.

1.1 TENDANCES RÉCENTES DE LA FAIM ET DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

MESSAGES CLÉS

→ Ces trois dernières années, le nombre de personnes souffrant de la faim s'est lentement accru avec plus de 820 millions de personnes dans le monde souffrent toujours de la faim aujourd'hui.

→ Cette évolution récente est confirmée par les estimations de l'insécurité alimentaire grave dans le monde, mesurée sur l'échelle de l'insécurité alimentaire vécue (FIES), qui constitue un autre mode de suivi de la faim.

→ La faim est repartie à la hausse dans presque toutes les sous-régions d'Afrique, où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée, à presque 20 pour cent. Elle progresse aussi lentement en Amérique latine et aux Caraïbes, bien que la prévalence y soit encore inférieure à 7 pour cent.

→ En Asie, où la sous-alimentation touche 11 pour cent de la population, l'Asie du Sud a accompli de grands progrès ces cinq dernières années, quoiqu'elle soit toujours la sous-région où la prévalence de la sous-alimentation est la plus forte, à presque 15 pour cent.

→ Les estimations de l'indicateur 2.1.2 des ODD, qui permet de suivre les progrès réalisés par rapport à la cible – un accès à la nourriture pour tous –, révèlent que, lorsqu'on tient

compte de l'insécurité alimentaire modérée, le nombre total de personnes en situation d'insécurité alimentaire plus ou moins grave dans le monde s'élève à 2 milliards environ. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ne souffrent pas nécessairement de la faim, mais leur accès à des aliments nutritifs et suffisants n'est pas régulier, d'où un risque plus élevé de malnutrition, sous une forme ou une autre, et de mauvaise santé.

L'insécurité alimentaire ne se limite pas à la faim

Le principal indicateur de suivi des progrès accomplis dans l'éradication de la faim dans le monde dont le présent rapport fait état est la prévalence de la sous-alimentation ou PoU (indicateur 2.1.1 des ODD). À partir de 2017, la prévalence de l'insécurité alimentaire grave, évaluée sur l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES), a également été suivie dans les rapports de cette série comme constituant un indicateur complémentaire de la faim, calculé selon une autre approche.

Le rapport de cette année va encore plus loin et communique également, pour la première fois, des estimations de la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave mesurée sur l'échelle FIES (indicateur 2.1.2 des ODD). Cet indicateur apporte, sur l'insécurité alimentaire mondiale, un éclairage applicable à tous les pays du monde, qui dépasse la notion de faim pour rendre compte de l'accès à une alimentation saine, nutritive et suffisante pour chacun (encadré 1). Les estimations de l'indicateur 2.1.2 des ODD portant sur le nombre total de personnes en situation d'insécurité alimentaire, y compris

ENCADRÉ 1

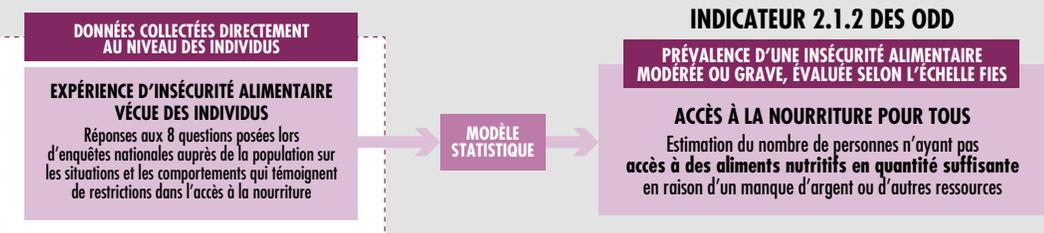
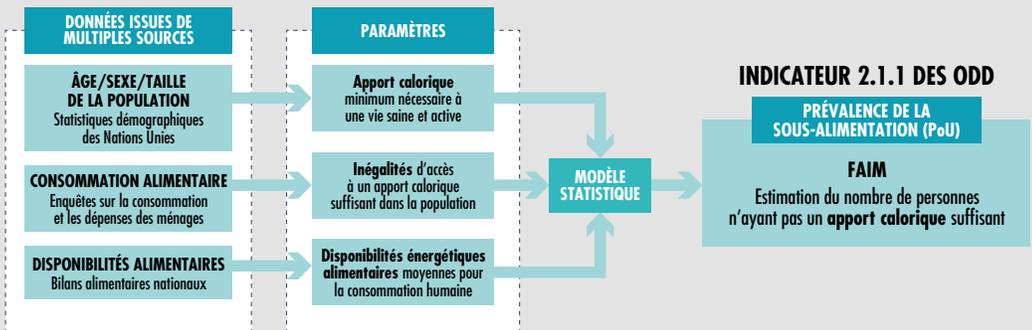
DEUX INDICATEURS POUR LA CIBLE 2.1 DES ODD AFIN DE SUIVRE LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ÉLIMINATION DE LA FAIM ET L'INSTAURATION D'UN ACCÈS À UNE ALIMENTATION SAINTE, NUTRITIVE ET SUFFISANTE POUR CHACUN

Le cadre des ODD approuvé par les pays membres de la Commission de statistique des Nations Unies en mars 2017¹ et adopté par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 6 juillet 2017 comprend deux indicateurs de suivi de la cible 2.1 de ces objectifs: la **prévalence de la sous-alimentation – PoU** (indicateur 2.1.1) et la prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'**échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue – FIES** (indicateur 2.1.2). La PoU, est l'indicateur que la FAO utilise depuis longtemps pour surveiller la faim aux niveaux régional et mondial. L'échelle FIES,

a été élaboré par la FAO pour compléter les informations fournies par la PoU et offrir un point de vue plus large sur la dimension d'accès à la nourriture de la sécurité alimentaire.

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ne sont pas certaines de pouvoir se procurer à manger et ont été contraintes, à certains moments de l'année, de réduire la qualité et/ou la quantité des aliments qu'elles consommaient en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources. Cette classe renvoie donc à un défaut de régularité dans l'accès à la nourriture, qui

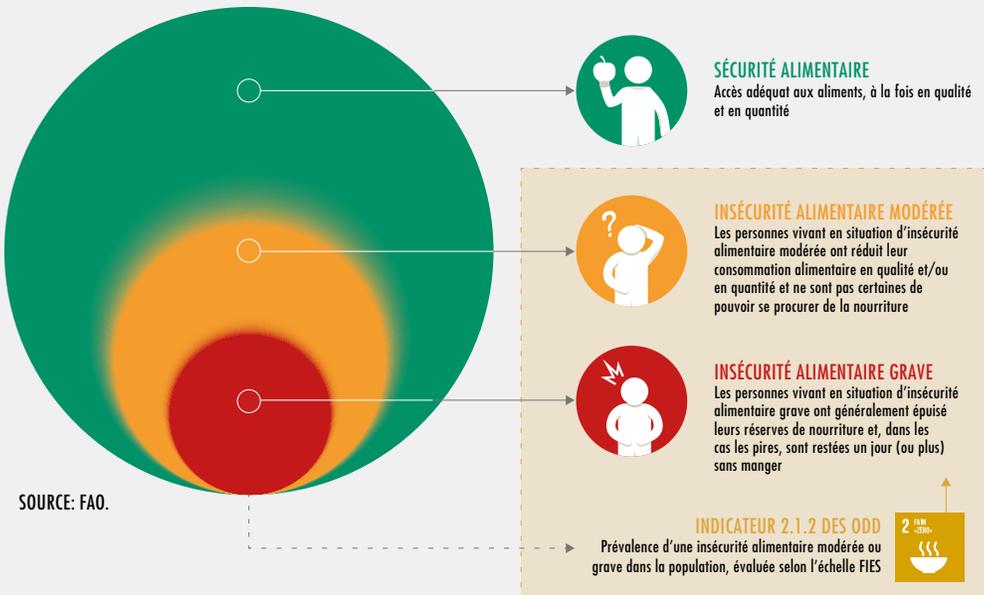
DEUX INDICATEURS POUR LA CIBLE 2.1 DES ODD AFIN DE SUIVRE LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ÉLIMINATION DE LA FAIM ET L'INSTAURATION D'UN ACCÈS À UNE ALIMENTATION SAINTE, NUTRITIVE ET SUFFISANTE POUR CHACUN



diminue la qualité de l'alimentation, perturbe les habitudes alimentaires normales et peut avoir des conséquences préjudiciables sur la nutrition, la santé et le bien-être. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire grave, en revanche, ont probablement épuisé leurs réserves alimentaires, ont connu la faim et, au degré le plus avancé, sont restées plusieurs jours sans manger, mettant leur santé et leur bien-être en grand danger. La figure ci-après illustre la signification de la sécurité alimentaire, de l'insécurité alimentaire modérée et de l'insécurité alimentaire grave, en représentant chaque classe en proportion

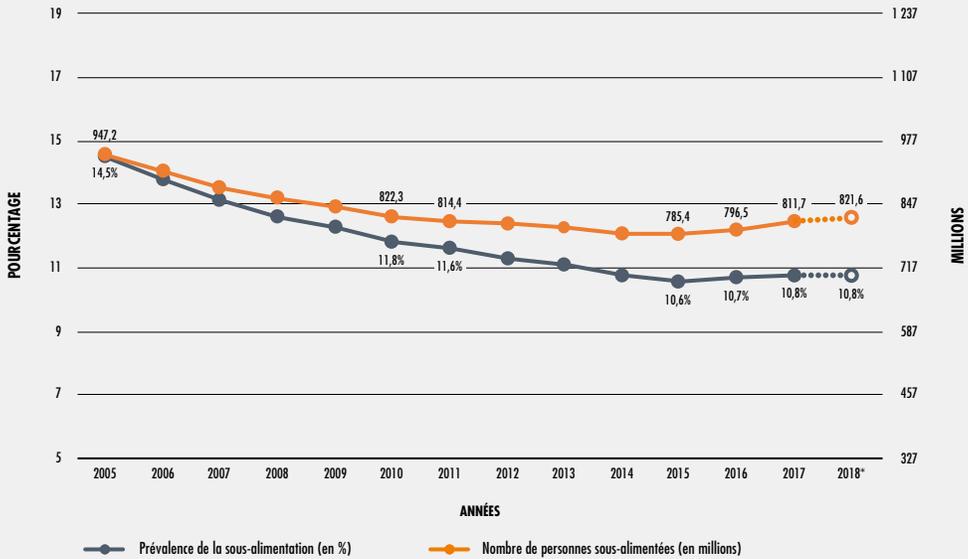
de la population totale. L'indicateur IA_{grave} peut être considéré comme un indicateur complémentaire de la PoU pour mesurer l'ampleur de la faim. L'indicateur 2.1.2 ($IA_{modérée\ ou\ grave}$) donne la proportion de la population totale correspondant aux personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave. Cet indicateur est particulièrement utile pour les pays qui ne connaissent peut-être plus de pénuries alimentaires sévères, mais où des poches non négligeables d'insécurité alimentaire demeurent. De ce point de vue, l'indicateur est totalement conforme aux principes d'universalité du Programme 2030.

SIGNIFICATION DES NIVEAUX DE GRAVITÉ DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MESURÉS À L'AIDE DE L'ÉCHELLE FIES POUR L'INDICATEUR 2.1.2 DES ODD



¹ ONU. 2017. Commission de statistique – quarante-huitième session (2017). Dans: *Commission de statistique de l'ONU (United Nations Statistical Commission)* [en ligne]. New York (États-Unis d'Amérique). [référéncé le 4 avril 2019]. <https://unstats.un.org/unsd/statcom/48th-session; et> ONU. 2017. *Indicator 2.1.2: Prevalence of moderate or severe food insecurity in the population, based on the Food Insecurity Experience Scale (FIES)*. [référéncé le 4 avril 2019]. <https://unstats.un.org/sdgs/metadata/files/Metadata-02-01-02.pdf>

FIGURE 1
REPARTI À LA HAUSSE DEPUIS 2015, LE NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES
DANS LE MONDE EST REVENU AU NIVEAU DE 2010-2011



NOTES: * Les valeurs de 2018 sont des projections, matérialisées par des lignes en pointillé et des cercles vides. La série a été entièrement révisée pour tenir compte des nouvelles informations disponibles depuis la publication du précédent rapport; elle annule et remplace toutes les séries publiées jusqu'ici.
 SOURCE: FAO.

à des niveaux modérés, on ne s'étonnera donc pas qu'elles fassent état d'un nombre beaucoup plus important de personnes que celles portant sur la faim.

Indicateur 2.1.1 des ODD Prévalence de la sous-alimentation (PoU)

Les deux dernières éditions en date du rapport *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* contenaient déjà des données prouvant que la baisse de la prévalence de la sous-alimentation que l'on observait depuis des décennies était arrivée à son terme et que la faim gagnait peu à peu du terrain. Des données supplémentaires recueillies cette année confirment que le niveau mondial de la PoU est restée pratiquement inchangée à un niveau légèrement inférieur à 11 pour cent, tandis

que le nombre total de personnes sous-alimentées (NoU) s'est lentement accru année après année. Cela signifie qu'aujourd'hui un peu plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim, ce qui correspond à une personne sur neuf environ dans le monde (figure 1 et tableau 1).

La situation est particulièrement alarmante en Afrique, où la PoU augmente légèrement mais régulièrement depuis 2015 dans presque toutes les sous-régions. En Asie, la PoU a baissé de façon régulière dans la plupart des régions, atteignant 11,4 pour cent en 2017. En Amérique latine et aux Caraïbes, les taux de sous-alimentation ont augmenté ces dernières années, ce qui s'explique en grande partie par la situation en Amérique du Sud.

TABLEAU 1

PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION (PoU) DANS LE MONDE, 2005-2018

	Prévalence de la sous-alimentation (en %)					
	2005	2010	2015	2016	2017	2018*
MONDE	14,5	11,8	10,6	10,7	10,8	10,8
AFRIQUE	21,2	19,1	18,3	19,2	19,8	19,9
Afrique du Nord	6,2	5,0	6,9	7,0	7,0	7,1
Afrique subsaharienne	24,3	21,7	20,9	22,0	22,7	22,8
Afrique de l'Est	34,3	31,2	29,9	31,0	30,8	30,8
Afrique centrale	32,4	27,8	24,7	25,9	26,4	26,5
Afrique australe	6,5	7,1	7,8	8,5	8,3	8,0
Afrique de l'Ouest	12,3	10,4	11,4	12,4	14,4	14,7
ASIE	17,4	13,6	11,7	11,5	11,4	11,3
Asie centrale	11,1	7,3	5,5	5,5	5,7	5,7
Asie de l'Est	14,1	11,2	8,4	8,4	8,4	8,3
Asie du Sud-Est	18,5	12,7	9,8	9,6	9,4	9,2
Asie du Sud	21,5	17,2	15,7	15,1	14,8	14,7
Asie de l'Ouest	9,4	8,6	11,2	11,6	12,2	12,4
<i>Asie de l'Ouest et Afrique du Nord</i>	8,0	7,1	9,2	9,5	9,8	9,9
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	9,1	6,8	6,2	6,3	6,5	6,5
Caraïbes	23,3	19,8	18,3	18,0	18,0	18,4
Amérique latine	8,1	5,9	5,3	5,5	5,7	5,7
Amérique centrale	8,4	7,2	6,3	6,1	6,1	6,1
Amérique du Sud	7,9	5,3	4,9	5,3	5,5	5,5
OCÉANIE	5,5	5,2	5,9	6,0	6,1	6,2
AMÉRIQUE DU NORD ET EUROPE	<2,5	<2,5	<2,5	<2,5	<2,5	<2,5

NOTES: * Valeurs issues de projections.

SOURCE: FAO.

Indicateur 2.1.2 des ODD Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave dans la population, évaluée selon l'échelle FIES

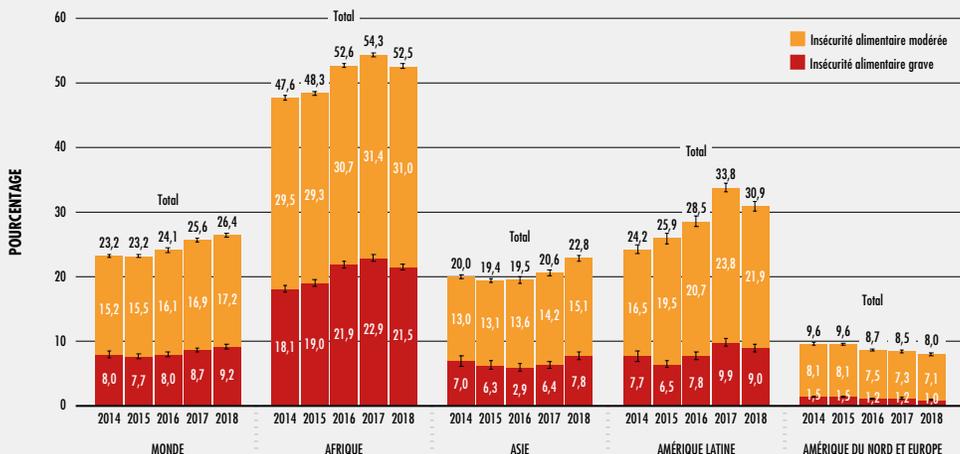
L'édition 2019 du rapport présente pour la première fois des estimations d'une prévalence de l'insécurité alimentaire combinant les niveaux modéré et grave, ce qui correspond à l'indicateur 2.1.2 des ODD (encadré 1). Ce deuxième indicateur rend compte d'une insécurité alimentaire élargie aux niveaux modérés. Cet ajout requiert des indicateurs afin de suivre les progrès accomplis sur la voie de la très ambitieuse cible 2.1 des ODD.

Les dernières estimations en date indiquent que 9,2 pour cent de la population mondiale (soit un peu moins de 700 millions de personnes) a été exposée à des niveaux d'insécurité alimentaire grave en 2018, c'est-à-dire à des réductions telles de la quantité de nourriture consommée qu'il est possible que ces personnes aient souffert de la faim.

Dépasser les notions d'insécurité alimentaire grave et de faim pour appréhender plus largement l'étendue de l'insécurité alimentaire révèle qu'une part supplémentaire de 17,2 pour cent de la population mondiale, soit 1,3 milliard de personnes, a dû faire face à une insécurité

FIGURE 10

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2014-2018), LES NIVEAUX TOTAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ONT ÉTÉ ORIENTÉS À LA HAUSSE À L'ÉCHELLE MONDIALE, EN RAISON PRINCIPALEMENT DE L'AUGMENTATION ENREGISTRÉE EN AFRIQUE ET EN AMÉRIQUE LATINE



NOTES: Les différences dans les totaux sont dues aux arrondis des figures au point décimal le plus proche.
SOURCE: FAO.

alimentaire modérée, cela signifie qu'ils n'ont pas eu accès régulièrement à des aliments nutritifs et suffisants.

Le fait de combiner les niveaux d'insécurité alimentaire modérée et grave porte l'estimation de l'indicateur IA_{modérée ou grave} (indicateur 2.1.2 des ODD) à 26,4 pour cent de la population mondiale, soit un total de 2 milliards de personnes environ.

1.2 PROGRÈS ACCOMPLIS SUR LA VOIE DES CIBLES MONDIALES DE NUTRITION

MESSAGES CLÉS

→ Les estimations de l'insuffisance pondérale à la naissance, qui figurent pour la première fois dans la présente édition annuelle du rapport suite à la publication de nouvelles estimations mondiales, indiquent qu'en 2015,

une naissance vivante sur sept a été caractérisée par l'insuffisance pondérale à la naissance.

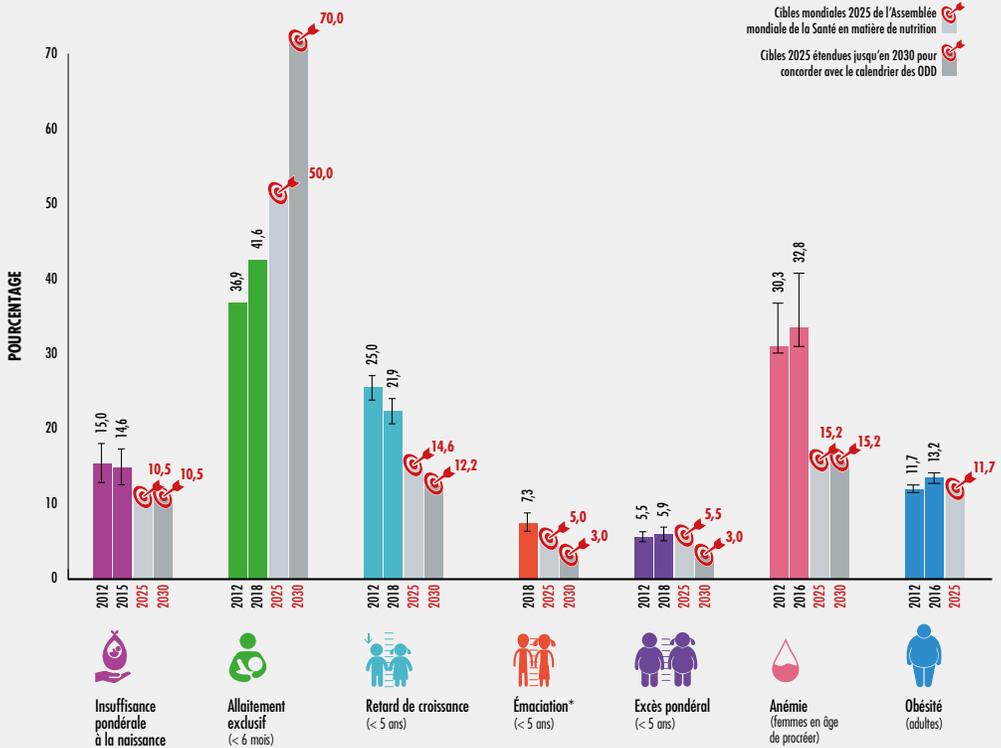
→ À l'échelle mondiale, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est en baisse et le nombre d'enfants présentant un retard de croissance aussi a diminué, mais il est encore de 149 millions.

→ À l'échelle mondiale, la prévalence de l'excès pondéral et de l'obésité augmente dans toutes les régions, mais à un rythme particulièrement soutenu chez les enfants d'âge scolaire et les adultes. Sur la période 2000-2016, la prévalence de l'obésité a même augmenté plus rapidement que celle de l'excès pondéral.

→ La malnutrition a des conséquences tout au long de la vie, car la dénutrition durant la période fœtale et les premiers mois de vie contribue à des problèmes de santé à la fois immédiats et à long terme: retard de croissance, cardiopathie coronarienne, accident vasculaire cérébral, diabète et obésité.

FIGURE 15

LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION SONT TROP LENTS POUR PERMETTRE D'ATTEINDRE LES CIBLES MONDIALES DÉFINIES À L'HORIZON 2025 ET 2030



NOTES: * L'émaciation est une affection aiguë qui peut évoluer fréquemment et rapidement au cours d'une année calendaire, ce qui fait qu'il est difficile de dégager des tendances fiables dans le temps à l'aide des données disponibles. Le présent rapport fournit donc uniquement les estimations mondiales et régionales les plus récentes.

SOURCES: Les données relatives au retard de croissance, à l'émaciation et à l'excès pondéral (surpoids) sont reprises de l'UNICEF, de l'OMS et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. 2019. *UNICEF, OMS et Banque mondiale. Joint child malnutrition estimates - Levels and trends* (édition de mars 2019) [en ligne]. <https://data.unicef.org/topic/nutrition>, www.who.int/nutgrowthdb/estimates, <https://donnees.banquemondiale.org>; les données sur l'allaitement exclusif sont reprises de l'UNICEF. 2019. *Infant and Young Child Feeding: Exclusive breastfeeding, Predominant breastfeeding*. Dans: *UNICEF Data: Monitoring*

the Situation of Children and Women [en ligne]. <https://data.unicef.org/topic/nutrition/infant-and-young-child-feeding>; les données sur l'anémie sont reprises de l'OMS. 2017. *Global Health Observatory*. Dans: *World Health Organization* [en ligne]. Genève (Suisse). [référéncé le 2 mai 2019]. <http://apps.who.int/gho/data/node.imr.PREVAEMIA?lang=en>; les données sur l'obésité chez les adultes sont reprises de l'OMS. 2017. *Global Health Observatory*. Dans: *World Health Organization* [en ligne]. Genève (Suisse). [référéncé le 2 mai 2019]. <http://apps.who.int/gho/data/node.main.A900A?lang=en>; et les données sur l'insuffisance pondérale à la naissance sont reprises de l'UNICEF et de l'OMS. 2019. *UNICEF-OMS Low Birthweight Estimates: levels and trends 2000-2015*, mai 2019. Dans: *UNICEF data* [en ligne]. New York (États-Unis d'Amérique), UNICEF [référéncé le 16 mai 2019]. <https://data.unicef.org/resources/unicef-who-low-birthweight-estimates-levels-and-trends-2000-2015>

La malnutrition prend de multiples formes. La dénutrition maternelle et juvénile explique 45 pour cent des décès d'enfants de moins de 5 ans. L'excès pondéral et

l'obésité sont en hausse dans presque tous les pays et sont à l'origine de 4 millions de décès à l'échelle mondiale. Les différentes formes de malnutrition sont étroitement

liées tout au long de la vie, la dénutrition maternelle, l'insuffisance pondérale à la naissance et le retard de croissance des enfants entraînant un risque accru d'excès pondéral plus tard dans la vie.

La présente section évalue les tendances et les schémas mondiaux et régionaux afin de rendre compte des progrès dont témoignent sept indicateurs de suivi des cibles mondiales de nutrition adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé (figure 15).

Tendances mondiales et régionales

Les estimations de l'insuffisance pondérale à la naissance indiquent qu'en 2015 dans le monde, 20,5 millions de nouveau-nés, soit une naissance vivante sur sept, avaient un poids insuffisant. Si la tendance actuelle se maintient, l'objectif de l'Assemblée mondiale de la santé 2025, d'une réduction de 30 pour cent de la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance à l'horizon 2025 ne sera pas atteint.

Les estimations de l'allaitement exclusif maternel révèlent que 41 pour cent des nourrissons de moins de six mois sont nourris exclusivement au sein en 2018, contre 37 pour cent en 2012. En 2018, l'Afrique et l'Asie ont enregistré la plus forte prévalence d'allaitement exclusif. En revanche, ces deux régions ont la prévalence d'anémie la plus élevée chez les femmes en âge de procréer.

À l'échelle mondiale, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est en baisse, pendant que le nombre d'enfants présentant un retard de croissance aussi a diminué, de 165,8 millions en 2012 à 148,9 millions en 2018.

Au niveau mondial, 7,3 pour cent (49,5 millions) des enfants de moins de

5 ans sont émaciés, dont les deux tiers vivent en Asie.

En 2018, 40,1 millions d'enfants de moins de 5 ans présentaient un excès pondéral dans le monde; alors qu'en 2016, près de deux adultes sur cinq (38,9 pour cent) étaient en surpoids, représentant 2 milliards d'adultes dans le monde. La prévalence de l'excès pondéral augmente dans toutes les tranches d'âge et dans toutes les régions.

Un examen plus attentif des indicateurs des ODD mesurant l'émaciation, le retard de croissance et l'excès pondéral chez les enfants fait apparaître des différences régionales frappantes. En 2018, l'Afrique et l'Asie supportent la plus large part de toutes les formes de malnutrition, comptant plus de neuf enfants présentant un retard de croissance sur dix, plus de neuf enfants souffrant d'émaciation sur dix et près des trois quarts de tous les enfants en excès pondéral du monde.

1.3 VERS UNE CONCEPTION INTÉGRÉE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION POUR LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

MESSAGES CLÉS

→ On constate, que les pays qui présentent une forte prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave mesurée sur l'échelle FIES enregistrent généralement des taux d'obésité élevés chez les adultes.

→ Des données aux niveaux des ménages et des individus pour divers pays, toutes régions confondues, révèlent que l'insécurité alimentaire est un déterminant important de différentes formes de malnutrition.

→ Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à revenu élevé, le fait de vivre dans un ménage exposé à l'insécurité alimentaire est un facteur prédictif de l'obésité chez les enfants d'âge scolaire, les adolescents et les adultes.

→ Dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, l'insécurité alimentaire des ménages semble corrélée négativement avec l'excès pondéral et l'obésité, ou ne pas avoir de relation avec ces dernières.

Pour accélérer la concrétisation des cibles visant à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition (ODD2), il importe de bien appréhender les liens qui existent entre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, ainsi que les facteurs sous-jacents.

La présente section fournit des éléments probants, à partir de deux analyses, sur les liens entre l'insécurité alimentaire modérée ou grave et différentes formes de malnutrition.

Les résultats de la première analyse des indicateurs au niveau des pays montrent que, si l'on concentre l'attention sur des pays présentant des niveaux similaires de sous-alimentation et de pauvreté, les taux d'obésité sont supérieurs dans les pays où l'insécurité alimentaire modérée est également plus élevée. À mesure que les économies nationales se développent, les personnes confrontées à des difficultés plus importantes à accéder à la nourriture, comme en témoigne l'indicateur de l'insécurité alimentaire fondé sur le vécu des personnes, ont un risque plus élevé d'obésité.

Les résultats d'une analyse de micro-données issues d'enquêtes représentatives à l'échelle nationale

montre que le fait de vivre dans un ménage classé comme étant en situation d'insécurité alimentaire est un facteur qui aide à expliquer que des individus de différents groupes de population soient touchés par une forme ou une autre de malnutrition dans sept des huit pays considérés. L'insécurité alimentaire des ménages est associée à des indicateurs de dénutrition infantile dans la plupart des pays considérés.

La relation entre l'insécurité alimentaire et l'excès pondéral et l'obésité (dans différentes tranches d'âges) varie en fonction du niveau de revenu des pays. Dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure étudiés ici, on constate que le fait de vivre dans un ménage exposé à l'insécurité alimentaire se traduit par une diminution de la probabilité d'être en surpoids ou obèse ou que la relation entre l'insécurité alimentaire et l'excès pondéral et l'obésité est soit faible, soit inexistante. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et les pays à revenu élevé, l'insécurité alimentaire augmente la probabilité d'être en surpoids ou obèse, dans certaines tranches d'âge.

1.4 CONCLUSIONS

L'évolution de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes qui est décrite dans la partie 1 constitue un défi majeur au regard de la réalisation de l'ODD2. Il faut impérativement continuer à répondre aux besoins urgents de ceux qui souffrent de la faim, tout en allant plus loin, c'est-à-dire en veillant à assurer un accès à une nourriture non seulement suffisante, mais aussi nutritive, pour une alimentation saine.

PARTIE 2

COMMENT S’AFFRANCHIR DURABLEMENT DE L’INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA MALNUTRITION FACE AUX RALENTISSEMENTS DE LA CROISSANCE ET AUX FLÉCHISSEMENTS ÉCONOMIQUES

La partie 2 du rapport de cette année s’attarde sur le rôle que les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques ont joué dans les tendances récentes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il s’agit là d’un exercice essentiel pour comprendre les évolutions futures de la faim et de la malnutrition, en particulier dans un contexte marqué par des perspectives économiques mondiales moroses selon les dernières prévisions, qui laissent entrevoir une croissance au ralenti ou au point mort dans nombre de pays, y compris des économies émergentes et en développement. En effet, les périodes de perturbations financières, les tensions commerciales accrues et le resserrement des conditions financières sont autant d’éléments qui contribuent à assombrir l’horizon économique mondial. Chose importante, l’incidence des ralentissements de la croissance et des fléchissements économiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition ne peut être isolée des causes fondamentales de la faim et de la malnutrition que sont la pauvreté, les inégalités et la marginalisation. Finalement, les analyses pointent vers des politiques et des programmes qui sont susceptibles de protéger les personnes les plus vulnérables contre les effets d’un ralentissement ou d’un fléchissement de l’économie, tout en favorisant la sécurité alimentaire et la nutrition dans la perspective d’une croissance économique

plus inclusive. Si l’on entend éliminer la faim et la malnutrition d’ici à 2030 (cibles 2.1 et 2.2 des ODD), il faudra redoubler d’efforts et adopter des approches intégrées pour éradiquer la pauvreté extrême (ODD 1), promouvoir un travail décent et une croissance économique partagée (ODD 8) et réduire les inégalités (ODD 10).

2.1 LES RALENTISSEMENTS DE LA CROISSANCE ET FLÉCHISSEMENTS ÉCONOMIQUES ET LEUR INCIDENCE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

MESSAGES CLES

- Les perspectives pour l’économie mondiale se sont assombries, dans un contexte marqué par un possible durcissement des tensions commerciales et un risque de hausse des coûts d’emprunt mondiaux.
- On assiste à une progression de la faim dans les pays où l’activité économique a ralenti ou s’est contractée. Face au rythme inégal de la reprise économique, des inquiétudes se font jour quant aux perspectives d’éradication de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes.
- La plupart des pays (84 pour cent) ayant connu un accroissement de la sous-alimentation de 2011 à 2017 ont, dans le même temps, souffert d’un ralentissement ou d’un fléchissement de leur économie – et il s’agissait en majorité de pays à revenu intermédiaire.

ENCADRÉ 9**RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ET FLÉCHISSEMENT ÉCONOMIQUE: DE QUOI S'AGIT-IL?**

- ▶ Un **ralentissement de la croissance** se produit quand l'activité économique croît à un rythme plus lent. Un ralentissement de la croissance s'observe quand la croissance du PIB réel baisse d'une période à l'autre, tout en restant positive.
- ▶ Un **fléchissement économique** correspond à une période marquée par une absence de croissance, mais surtout par un recul de l'activité économique. Il consiste en une contraction de l'économie ou une croissance économique négative, telle que mesurée par le taux de croissance du PIB réel.
- ▶ Un **choc économique** est un événement inattendu ou imprévisible, extérieur à l'économie considérée et susceptible de lui causer du tort ou au contraire de la stimuler. Une crise financière mondiale conduisant à un resserrement du crédit bancaire, une flambée des prix du pétrole ou du gaz ou des catastrophes naturelles sont autant d'exemples de chocs.

Dans quelle mesure les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques influent-ils sur les efforts menés pour éliminer la faim et la malnutrition?

La faim a gagné du terrain dans de nombreux pays où l'activité économique a ralenti ou s'est contractée. De 2011 à 2017, cette progression de la faim a coïncidé avec un ralentissement de la croissance ou un fléchissement économique dans 65 des 77 pays concernés. En outre, les chocs économiques figurent souvent en deuxième ou troisième position des principales causes à l'origine des crises alimentaires. Ils prolongent la durée de ces crises et en aggravent l'ampleur, en particulier dans les pays où sévit une insécurité alimentaire aiguë nécessitant une aide humanitaire d'urgence.

Les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques (encadré 9), s'accompagnent souvent d'un accroissement du chômage et d'un recul des salaires et des revenus, ce qui menace l'accès des pauvres aux aliments et aux services sociaux essentiels. L'accès à des aliments nutritifs

de qualité peut être compromis, tout comme l'accès à des services de base tels que les soins de santé.

De récents rapports économiques mondiaux montrent que plusieurs économies sont de toute évidence entrées dans une période de ralentissement, de stagnation, voire de récession, qui se traduit déjà par une montée du chômage et une diminution des revenus. La menace d'une nouvelle récession économique mondiale se profile à l'horizon.

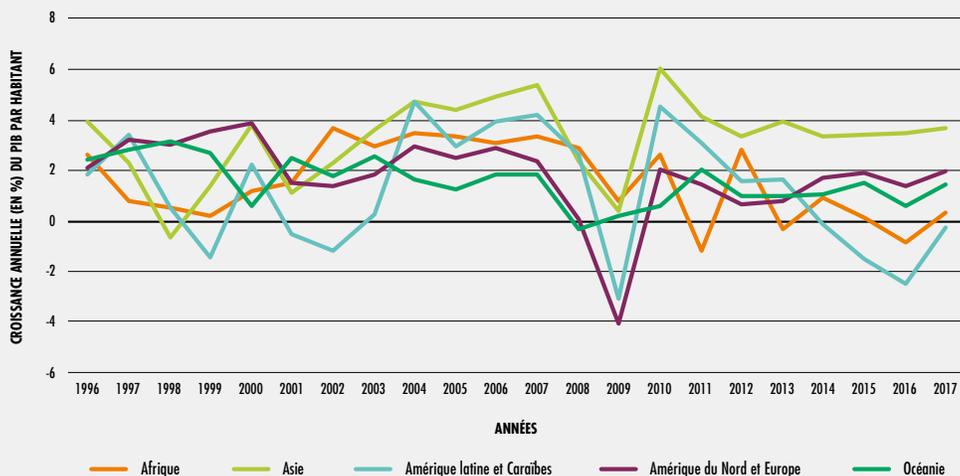
Évolution des ralentissements de la croissance et des fléchissements économiques

Dans la plupart des régions, l'économie s'est redressée après le fléchissement brutal de l'économie mondiale en 2008-2009.

Toutefois, la reprise s'est avérée inégale et de courte durée (figure 22) – Par ailleurs, la croissance du PIB réel par habitant est mise à mal surtout dans les régions où les niveaux d'insécurité alimentaire et de malnutrition sont parmi les plus élevés.

Dans les sous-régions, la situation est pire. Au cours des dernières années, la croissance

FIGURE 22
LA CROISSANCE DU PIB RÉEL PAR HABITANT A ÉVOLUÉ DE FAÇON INÉGALE DEPUIS LE FLÉCHISSEMENT BRUTAL DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2008-2009



NOTES: Taux de croissance annuel du PIB par habitant à prix constants (année 2010), dans les cinq régions indiquées, durant la période 1996-2017.
SOURCES: ONU. 2019. National Accounts – Analysis of Main Aggregates. Dans: *UNSTATS* [en ligne]. New York (États-Unis d'Amérique). [référéncé le 6 mai 2019]. <https://unstats.un.org/unsd/snaama> et, pour l'Amérique du Nord et l'Europe, CNUDED. 2019. Produit intérieur brut: total et par habitant, taux de croissance, annuel. Dans: *UNCTADSTAT* [en ligne]. New York (États-Unis d'Amérique). [référéncé le 14 mai 2019]. <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=109>

moyenne du PIB réel par habitant a diminué dans sept sous-régions, cinq d'entre elles ayant enregistré une croissance négative lors de différentes années. En 2018, ces cinq sous-régions prises dans leur ensemble comptaient près de 263 millions de personnes sous-alimentées.

Progression de la sous-alimentation dans les pays où l'économie a ralenti ou s'est contractée

La faim, mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (PoU), gagne du terrain dans nombre de pays qui connaissent un ralentissement ou une contraction économique (Figure 24).

Étonnamment, La majorité d'entre eux (44 pays sur 65) sont des pays à revenu intermédiaire. Seulement 19 de ces 65 pays sont des pays à faible revenu dont 17 sont situés en Afrique.

Les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques aggravent les crises alimentaires mondiales

Les chocs économiques sont rarement la cause première des crises alimentaires, dans de nombreux cas, ils accentuent la gravité de l'insécurité alimentaire aiguë et font durer la crise.

TABEAU 8
LES CHOCS ÉCONOMIQUES EN DEUXIÈME OU TROISIÈME POSITION DES PRINCIPAUX FACTEURS À L'ORIGINE DES CRISES ALIMENTAIRES EN 2018

FACTEURS À L'ORIGINE DES CRISES ALIMENTAIRES					Nombre de personnes (en millions) en phase 3 et 4 de l'IPC/du CH	
Chocs économiques	Ralentissement de la croissance ou fléchissement économique	Conflit	Climat	Conflit et climat	Phase 3 de l'IPC/du CH (crise)	Phase 4 de l'IPC/du CH (urgence)
	Ralentissement	République centrafricaine, Jordanie*, Liban*	Madagascar, El Salvador, Guatemala, Honduras	Cameroun, Djibouti, Kenya, Myanmar	8,3	1,2
	Fléchissement		Mozambique	Nigéria, Ouganda	7,6	0,6
 + 	Ralentissement	Ukraine*	Eswatini*, Pakistan*	Niger, République arabe syrienne*	10,5	0,1
	Fléchissement		Malawi	Tchad, Afghanistan	11,6	3,3
 +  et/ou 	Ralentissement	Palestine	Zambie	Soudan	8,2	0,9
	Fléchissement	Iraq, Turquie	Zimbabwe	Burundi, République démocratique du Congo, Soudan du Sud, Yémen, Haïti	33,2	10,5
					79,4	16,6
					96,0	



Hausse des prix des produits alimentaires



Dépréciation de la monnaie et détérioration des termes de l'échange



Chômage, perte de revenus

NOTES: Pays touchés par des crises alimentaires en 2018, dans lesquels des chocs économiques ont été un facteur d'insécurité alimentaire aiguë selon les données de l'édition 2019 du Rapport mondial sur les crises alimentaires (Global Report on Food Crises 2019). Le rapport ne contient pas d'informations sur le rôle joué par les chocs économiques dans les crises alimentaires en Jordanie, au Liban, au Myanmar et en Turquie. Pour ces pays, les données ont été tirées des rapports de synthèse par pays du Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO portant sur l'année 2018. Dans le cas où le facteur principal à l'origine d'une crise alimentaire est un conflit, les pays concernés sont surlignés en rouge; dans le cas où ce sont des chocs climatiques qui sont la cause principale, les pays concernés sont surlignés en bleu; et dans le cas où ce sont des chocs économiques, les pays concernés sont surlignés en vert. Les pays marqués d'un astérisque (*) n'ont pas connu de ralentissement de la croissance ni de fléchissement économique. Les ralentissements de la croissance et les

fléchissements économiques sont pris en compte lorsqu'ils se sont produits soit durant la période 2015-2016, soit durant la période 2016-2017, et sont calculés sur la base du taux de croissance annuel par habitant à prix constants. Reportez-vous à l'annexe 5 pour obtenir la liste complète des pays ayant vécu une crise alimentaire, avec une description détaillée des chocs économiques. SOURCES: Élaboré par la FAO d'après FSIN. 2019. *Global Report on Food Crises 2019* [en ligne]. [référéncé le 24 avril 2019]. http://www.fsinfo.org/sites/default/files/resources/files/GRFC_2019-Full_Report.pdf et pour les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques, ONU. 2019. National Accounts – Analysis of Main Aggregates. Dans: *UNSTATS* [en ligne]. New York (États-Unis d'Amérique). [référéncé le 6 mai 2019]. <https://unstats.un.org/unsd/snaama> et pour plus d'informations sur les chocs économiques, FAO. 2019. SMIAR - Système mondial d'information et d'alerte rapide. Dans: *FAO* [en ligne]. Rome. [référéncé le 19 juin 2019]. <http://www.fao.org/giews/fr/>

une contraction de leur économie si l'on se base sur la croissance de leur PIB réel par habitant pour 2015-2017.

Dans des situations de crise alimentaire, les liens entre les conflits, d'une part, et les ralentissements ou contractions de l'économie, d'autre part, jouent un rôle particulièrement important. En 2018, les conflits et l'insécurité civile étaient la cause première des crises alimentaires dans 21 pays, quatorze d'entre eux ayant subi une récession économique grave, avec une variation négative moyenne de 2,4 points de pourcentage de la croissance économique entre 2014 et 2017.

Les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques sont par ailleurs susceptibles d'affaiblir la résilience des ménages face à d'autres chocs, y compris ceux de nature climatique.

2.2 LA DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE ET SON IMPORTANCE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

MESSAGES CLÉS

→ Quatre-vingt pour cent des pays qui ont connu une recrudescence de la faim au cours des récents ralentissements et fléchissements économiques sont des pays qui ont une forte dépendance à l'égard des produits de base (PdB) pour leurs exportations et/ou importations.

→ En 2018, 807 millions de personnes sous-alimentées et 154 millions d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance vivaient dans des pays à revenu faible ou intermédiaire: parmi eux, respectivement, environ 381 millions et 73 millions vivaient dans des pays fortement

tributaires des PdB. Ces derniers abritaient également près de 109 millions de personnes sur les 113 millions qui sont confrontées à des niveaux de crise d'insécurité alimentaire aiguë nécessitant des interventions humanitaires urgentes.

→ On constate que les fluctuations des prix des PdB pèsent sur la valeur relative des exportations et importations de ces pays.

→ De nombreux ménages vulnérables se rendent compte que leur pouvoir d'achat diminue par les chocs macroéconomiques globaux, et que les stratégies d'adaptation qu'ils utilisent lors des chocs ponctuels idiosyncratiques ne sont pas efficaces.

→ Face à la nécessité de modifier leurs modes de consommation, ces ménages peuvent être amenés à réduire les dépenses consacrées à des prestations qui sont essentielles pour améliorer leur santé ou prévenir les maladies, où à abandonner les aliments riches en nutriments au profit d'aliments à intensité énergétique élevée mais pauvres en nutriments.

Évolution et flambées des prix des produits de base

Les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire sont exposés à des vulnérabilités extérieures. L'une des grandes vulnérabilités observées tient à la nature des produits que ces pays produisent et échangent avec le reste du monde, lesquels sont, pour l'essentiel, des PdB. Les chocs et la volatilité des prix internationaux des PdB peuvent avoir des effets néfastes sur la sécurité alimentaire et la nutrition quel que soit le degré de dépendance forte à l'égard de ces produits.

La tendance à la hausse des prix des PdB qui a commencé en 2003 et la période d'extrême volatilité des prix observée en 2008 ont été suivies par une forte baisse des prix mondiaux des PdB pendant cinq années consécutives, de 2011 à 2016.

Pourquoi la dépendance à l'égard des PdB est-elle si importante?

La dépendance à l'égard des PdB est importante car elle accroît la vulnérabilité des pays aux fluctuations des prix mondiaux. Les ralentissements et fléchissements économiques qui ont été enregistrés récemment dans de nombreuses régions s'expliquent en grande partie par un net recul des prix des PdB. Ce recul touche principalement les pays qui dépendent des exportations de ces produits, en particulier en Amérique du Sud, mais aussi d'autres régions, notamment l'Asie et certains pays d'Afrique.

Les pays de ces régions sont dépendants car ils tirent l'essentiel de leurs recettes d'exportation de ces produits. Nombre de ces pays font également preuve de dépendance à l'égard des PdB, ayant un ratio des importations de PdB sur les importations totales de marchandises élevé. Il s'agit notamment de biens essentiels tels que les denrées alimentaires et les combustibles.

Sur un total de 134 pays à revenu faible ou intermédiaire étudiés pour la période 1995-2017, 102 pays s'inscrivent dans l'une des trois catégories de dépendance forte à l'égard des PdB, tandis que les 32 autres ont une dépendance faible (Figure 27).

La plupart des pays (52 sur 65) qui ont connu une recrudescence de la sous-alimentation due à une décélération économique en 2011-2017 sont fortement tributaires des exportations et/ou importations de PdB.

En 2018, la plupart (27 sur 33 ou 81 pour cent) des pays en situation de crise alimentaire où les chocs économiques ont

aggravé l'insécurité alimentaire aiguë sont des pays ayant une forte dépendance à l'égard des PdB. La plupart ont aussi une dépendance à l'égard des importations nettes de produits alimentaires (25 sur 33), où la pression inflationniste qui résulte de la dépréciation des monnaies nationales par rapport à l'USD a été un facteur clé qui a contribué à l'escalade des prix des aliments domestiques.

De nombreux pays ayant une forte dépendance à l'égard de ces produits (67 sur 102) ont également connu une recrudescence de la faim ou une aggravation de la situation de crise alimentaire au cours de la période entre 2011 et 2017. Vingt-trois pays fortement dépendants ont connu deux années consécutives ou plus de croissance négative et la plupart d'entre eux (15 pays) ont également enregistré une recrudescence de la sous-alimentation au cours de cette période ou une aggravation de la situation de crise alimentaire en 2018.

Dépendance à l'égard des produits de base et sécurité alimentaire et nutrition: voies de transmission

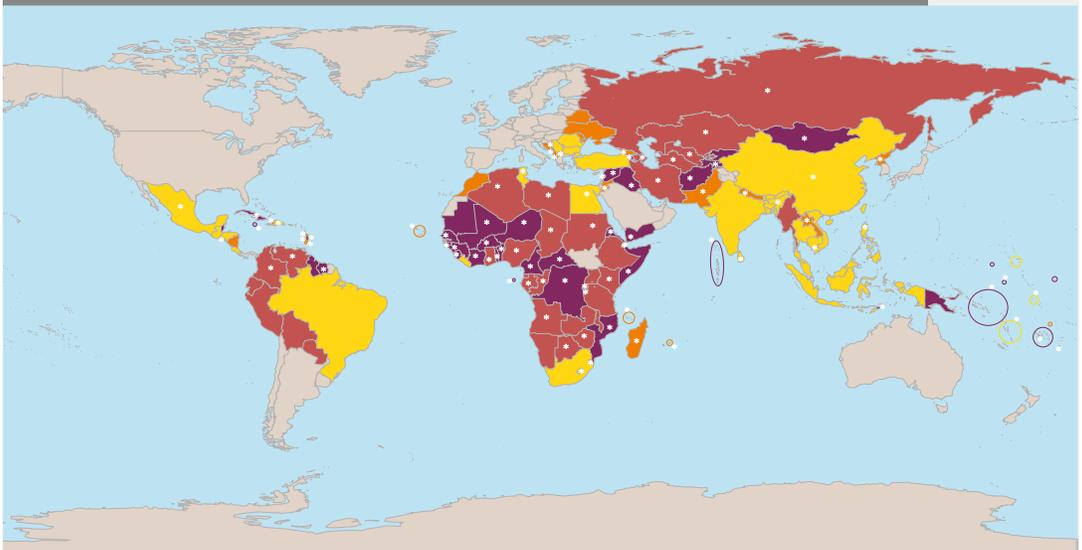
La conception de politiques visant à compenser les vulnérabilités qui découlent d'une forte dépendance à l'égard des PdB passe par une compréhension un certain nombre de voies directes et indirectes qui établissent un lien entre les marchés mondiaux des PdB et les résultats d'un pays en matière de développement économique, social et humain, y compris la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les voies de transmission sont complexes, et une variation donnée des prix des PdB n'a pas une même incidence sur tous les pays qui sont dépendants de ces produits (figure 29).

Il y a les effets directs induits par la variation des prix de PdB sur les termes de l'échange, les ajustements des taux de change et la balance des paiements; et les effets indirects secondaires de ces

impacts macroéconomiques sur les prix intérieurs, y compris les denrées alimentaires; le chômage, la baisse des salaires et la perte de revenus; et la santé et les services sociaux.

FIGURE 27
DE NOMBREUX PAYS À FAIBLE REVENU ET À REVENU INTERMÉDIAIRE SONT FORTEMENT DÉPENDANTS À L'ÉGARD DES PRODUITS DE BASE (PdB)



■ Pays faiblement dépendants à l'égard des PdB (importations faibles et exportations faibles)

■ Pays fortement dépendants à l'égard des importations de PdB et faiblement dépendants à l'égard des exportations de PdB

⊛ Importateurs nets de produits alimentaires

■ Pays fortement dépendants à l'égard des exportations de PdB et faiblement dépendants à l'égard des importations de PdB

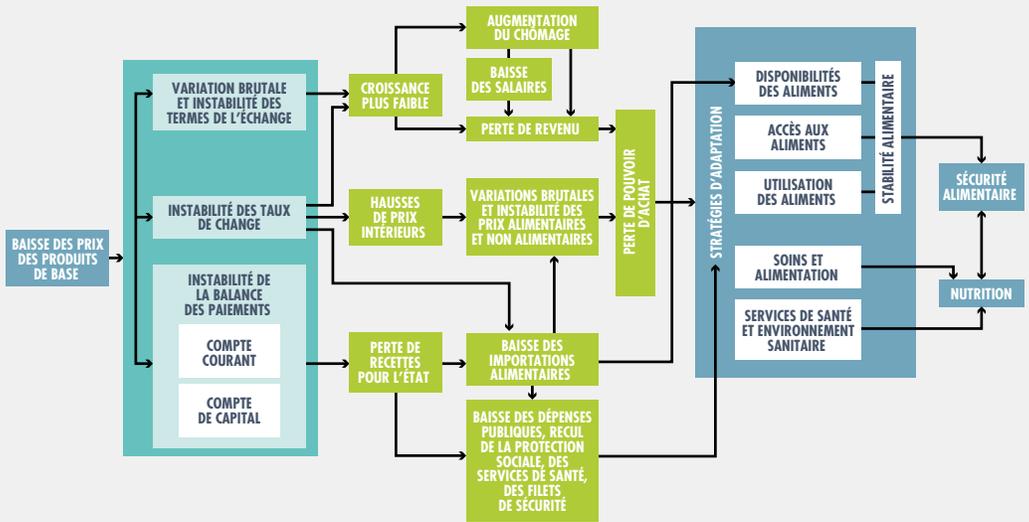
■ Pays fortement dépendants à l'égard des PdB (importations élevées et exportations élevées)

NOTES: La carte présente les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire selon quatre catégories de dépendance à l'égard des exportations (CXD) et des importations (CMD) de produits de base (PdB): i) dépendance faible à l'égard des exportations et des importations de PdB; ii) dépendance faible à l'égard des exportations de PdB et forte à l'égard des importations de PdB; iii) dépendance forte à l'égard des exportations de PdB et faible à l'égard des importations de PdB; iv) dépendance forte à l'égard des exportations et des importations de PdB. La dépendance à l'égard des exportations (des importations) de PdB est considérée comme étant élevée si $CXD > 0,6$ ($CMD > 0,3$). Les importateurs nets de produits alimentaires sont les pays ayant enregistré une balance commerciale alimentaire négative en moyenne sur la période 2013-2015. Pour plus d'informations, voir l'annexe 6. Les

zones où la couverture des données est insuffisante sont indiquées en gris. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été établie. Le statut définitif de la région d'Abiyé reste à déterminer.

SOURCES: La typologie de la dépendance à l'égard des produits de base a été élaborée par la FAO d'après les données de la CNUCED, 2019. UNCTADStat. Dans: *CNUCED* [en ligne]. New York (États-Unis d'Amérique). [référéncé le 13 mai 2019] <https://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx>; CNUCED, 2019. Composition des groupements économiques [en ligne]. New York (États-Unis d'Amérique). [référéncé le 29 mai 2019]. https://unctadstat.unctad.org/EN/Classifications/DimCountries_EconomicsGroupings_Hierarchy.pdf

FIGURE 29
EFFETS PRÉJUDICIALES POTENTIELS DES BAISSSES DES PRIX INTERNATIONAUX DES PRODUITS
DE BASE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LES ÉCONOMIES DÉPENDANTES
À L'ÉGARD DES PdB: VOIES DE TRANSMISSION



SOURCE : D'après le graphique présenté dans CNUCED et FAO. 2017. *Rapport sur les produits de base et le développement 2017. Marchés des produits de base, croissance économique et développement*. New York (États Unis d'Amérique), CNUCED, modifié aux fins du présent rapport pour cibler les voies de transmission spécifiques qui agissent sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Termes de l'échange, taux de change et balance des paiements

Les baisses brutales et continues des prix internationaux des PdB de 2011 à 2016 ont entraîné une modification importante des termes de l'échange et une forte dégradation de la croissance du PIB dans les pays qui sont tributaires de ces produits.

Les baisses des prix des PdB depuis 2011 ont entraîné une dégradation des finances publiques de nombreux pays qui

dépendent des exportations de PdB (exportateurs de pétrole et ou d'autres produits) en Asie, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Pour de nombreux pays tributaires des PdB qui ont connu une recrudescence de la sous-alimentation ou une aggravation des crises alimentaires, la baisse des prix de ces produits de 2011 à 2016 est associée à des dépréciations monétaires importantes.

Hausse des prix intérieurs, y compris des produits alimentaires

Les répercussions de l'évolution des prix internationaux des PdB sur les prix locaux peuvent être particulièrement préjudiciables pour la sécurité alimentaire et la nutrition, car elles peuvent empêcher les populations d'accéder à la nourriture, aux soins, à l'alimentation et aux services de santé.

La baisse des prix des PdB peut entraîner une dépréciation et une dévaluation des monnaies qui se répercuteront dans l'ensemble du système et enclencheront une hausse des prix intérieurs, notamment les prix des denrées alimentaires.

Dans ces circonstances, les ménages qui ont besoin d'acheter des aliments sont immédiatement frappés par la hausse des prix de détail intérieurs car le coût des aliments par rapport à leurs revenus augmente.

Chômage et perte de revenus et salaires

La faiblesse de l'activité économique résultant de la chute des prix des PdB peut être une cause de chômage, de perte de salaires et donc de revenus.

Les effets peuvent être ressentis très durement dans l'agriculture, en raison notamment de l'état du secteur et de la nature des liens entre les villes et les campagnes.

Lorsque les plantes destinées à l'exportation sont cultivées par de petits producteurs, les impacts peuvent être beaucoup plus larges.

Effets intersectoriels sur la santé et la société

Pour les pays fortement dépendants des produits de base, la diminution de leurs recettes fiscales causée par la faiblesse ou

la baisse des prix de ces produits pourrait menacer la continuité des programmes sociaux, des filets de sécurité et d'autres éléments des plans de développement économique et social.

Les réductions des dépenses de santé et du secteur social peuvent avoir des effets négatifs sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier dans les pays qui sont fortement dépendants à l'égard des PdB, ainsi que des répercussions intergénérationnelles et durables sur la santé et le développement personnel.

La santé publique en pourcentage des dépenses publiques totales dans les pays fortement tributaires des PdB au cours de la période 2008-2015, ont diminué de 1,3 pour cent dans les pays à faible revenu (mais une augmentation positive a été enregistrée pour cette période dans d'autres pays à faible revenu), de 0,6 point de pourcentage pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de 0,3 point de pourcentage pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

De même, La compression des dépenses d'éducation se traduit par une baisse des investissements dans les infrastructures scolaires liées à la santé (gestion de l'eau potable et assainissement), ce qui accroît le risque de maladies infectieuses (diarrhée, etc.) qui peuvent aggraver la sous-alimentation ou empirer sous l'effet de celle-ci.

Stratégies d'adaptation positives et négatives des ménages

Les ménages confrontés à une réduction de leur pouvoir d'achat à la suite d'une crise économique doivent

chercher des moyens de faire face à ces chocs pour préserver leur sécurité alimentaire et leur niveau de consommation, mais, de nombreuses stratégies d'adaptation utilisées lors de chocs simples sont inefficaces.

Les ménages peuvent être amenés à accepter un emploi moins bien rémunéré, souvent dans le secteur informel, ou recourir à un mécanisme d'épargne ou d'assurance à leur disposition. Or, l'épargne ne leur permettra pas d'acheter autant de nourriture qu'auparavant en raison de la hausse des prix et les ménages pourraient éprouver plus de difficultés à emprunter auprès des membres de leur famille ou à accéder à des groupes d'assurance informels tels que les fonds villageois. En outre, les dépenses publiques consacrées aux filets de sécurité pourraient être comprimées en période de ralentissement économique et laisser ainsi de nombreux ménages dans le besoin.

2.3 LIENS ENTRE CROISSANCE ÉCONOMIQUE, PAUVRETÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION: LE RÔLE DES INÉGALITÉS

MESSAGES CLÉS

→ Les phénomènes économiques influenceront toujours sur la sécurité alimentaire et la nutrition, en fonction des niveaux d'extrême pauvreté et de l'étendue de l'exclusion dont les pauvres font l'objet du fait de diverses inégalités.

→ La pauvreté extrême est l'une des causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, mais les personnes aux prises avec ces deux maux ne font pas pour autant systématiquement partie des ménages les plus pauvres.

→ Les inégalités constituent l'une des multiples raisons pour lesquelles le recul de la pauvreté extrême ne se traduit pas nécessairement par une amélioration de la situation sur les plans de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

→ Les inégalités de revenus se creusent dans plusieurs pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, ce qui empêche les groupes pauvres et marginalisés de récolter les fruits de la croissance économique et accentue leur vulnérabilité face aux ralentissements de la croissance et aux fléchissements économiques.

La pauvreté et les inégalités socioéconomiques entrent aussi en ligne de compte

Les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques s'accompagnent d'un certain nombre d'effets directs et indirects qui se font ressentir de diverses manières et pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition. À terme cependant, l'incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition dépend du nombre de personnes pauvres qui vivent dans le pays en question et de l'ampleur de l'exclusion dont celles-ci sont l'objet du fait des inégalités qui y règnent.

D'un côté, les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques entraînent en général une aggravation de la pauvreté et des inégalités. D'un autre côté, la pauvreté, les inégalités et la marginalisation sont en partie responsables de la faim et de la malnutrition sous ses diverses formes. Cependant, les liens entre ces facteurs sont loin d'être simples, et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, il est faux de penser qu'une croissance économique forte contribue inmanquablement à faire reculer la pauvreté et à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition. Ensuite, pauvreté, sécurité alimentaire et nutrition

n'évoluent pas toujours à l'unisson. Des pays peuvent enregistrer une croissance économique vigoureuse allée à un recul de la pauvreté, mais cela ne va pas toujours de pair avec des avancées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Enfin, même lorsque la baisse de la pauvreté s'accompagne bel et bien d'une amélioration de la sécurité alimentaire, rien ne garantit que l'état nutritionnel de la population va lui aussi progresser.

L'incidence des inégalités et de la marginalisation sur l'évolution des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

La croissance économique ne peut à elle seule réduire la pauvreté extrême ou améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Les inégalités, non seulement dans la répartition des revenus, mais aussi dans l'accès à des services axés sur la nutrition ainsi qu'à une infrastructure sociale et sanitaire, sont un élément essentiel qui permet de comprendre pourquoi c'est ainsi. D'ailleurs, les faits portent à croire que, dans les pays où règnent de fortes inégalités, les périodes de ralentissement de la croissance et de fléchissement économique ont un effet négatif disproportionné sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Inégalité de la répartition des revenus

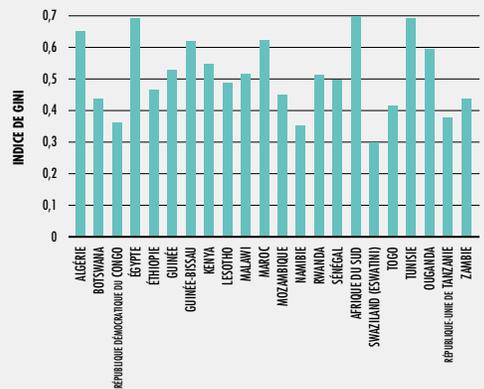
Les inégalités de revenus représentent un enjeu fondamental de notre époque. Il est en progression dans près de la moitié des pays du monde, dont de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Il est à noter que les inégalités de revenus sont en forte progression dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie depuis 15 ans.

Dans les pays où les inégalités sont plus marquées, les périodes de ralentissement de la croissance et de fléchissement économique ont un effet disproportionné sur

les populations à faible revenu en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, car celles-ci consacrent une grande partie de leurs revenus aux dépenses d'alimentation.

Les inégalités accroissent la probabilité d'une insécurité alimentaire, et l'ampleur de cet effet est 20 pour cent plus importante dans les pays à faible revenu que dans les pays à revenu intermédiaire. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave est près de trois fois plus élevée dans les pays présentant une forte inégalité des revenus (21 pour cent) que dans les pays jouissant d'une faible inégalité des revenus (7 pour cent).

FIGURE 37
L'INÉGALITÉ DE RÉPARTITION DES TERRES AGRICOLES EST ÉLEVÉE DANS DE NOMBREUX PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE



NOTES: Le graphique présente l'inégalité de répartition des terres dans les différents pays, mesurée par l'indice de Gini pour l'année 2000 principalement ou une année proche.

SOURCE: N. Cuffaro et G. D'Agostino. 2017. *Land inequality and growth: meta-analysis and relevance for contemporary development in Africa*. Working Paper n° 222 [online]. Rome, Università di Roma Tre. [référéncé le 5 mai 2019]. <http://dipeco.uniroma3.it/db/docs/WP%20222.pdf>

Au-delà de l'inégalité des revenus, d'autres formes d'inégalité

Environ 40 pour cent des inégalités dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure s'expliquent par un écart de niveau de vie entre les populations urbaines et les populations rurales, le niveau de vie étant plus bas pour ces dernières.

L'inégalités dans la répartition des moyens de production, est également répandu dans de nombreux pays. Plus les inégalités sont marquées en ce qui concerne la répartition des moyens de production – terre (figure 37), eau, capital, éducation et santé, entre autres –, plus il est difficile pour les pauvres de prendre part aux processus qui contribuent à la croissance économique, ce qui a pour effet de ralentir les progrès en matière de réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

2.4 POLITIQUES PERMETTANT D'ÉCHAPPER DURABLEMENT À L'INSECURITÉ ALIMENTAIRE ET À LA MALNUTRITION EN PÉRIODE DE RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE OU DE FLÉCHISSEMENT ÉCONOMIQUE

MESSAGES CLÉS

→ Lorsque l'économie traverse des difficultés qui brident le pouvoir d'achat des ménages, il faut mettre en œuvre des politiques à court et à long terme visant à sauvegarder la sécurité alimentaire et la nutrition.

→ Les pays doivent assurer la protection des revenus et éviter de réduire les dépenses budgétaires au détriment des services sociaux de base et investir judicieusement en période de prospérité économique sur la diversification de

l'économie, l'accumulation de capital humain et un accès universel aux soins de santé et autres services sociaux.

→ Les décideurs qui souhaitent encourager une transformation économique à l'appui des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition doivent se montrer particulièrement attentifs aux politiques commerciales.

→ L'intégration des questions de sécurité alimentaire et de nutrition dans l'action menée pour réduire la pauvreté, couplée à des synergies plus efficaces entre la réduction de la pauvreté et l'élimination de la faim, accélère la réalisation de ces deux objectifs.

→ Parallèlement à la mise en œuvre de politiques de ce type, la réduction des inégalités entre les sexes et de l'exclusion sociale dont souffrent certains groupes de population doit être poursuivie, soit comme moyen d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, soit comme une finalité à part entière.

Sauvegarder la sécurité alimentaire et la nutrition: un impératif

Les ralentissements de la croissance et les fléchissements économiques posent des problèmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition; pour s'en affranchir durablement, il faudra à la fois se prémunir contre ces phénomènes économiques et lutter contre l'aggravation des inégalités.

Le présent rapport appelle à agir sur deux fronts: le premier consiste à préserver la sécurité alimentaire et la nutrition au moyen de politiques économiques et sociales qui contribuent à contrer les effets des ralentissements ou fléchissements économiques, notamment en garantissant le financement de dispositifs de protection sociale et un accès universel à la santé et à l'éducation; le deuxième consiste à s'attaquer aux inégalités existantes à tous les niveaux, par des politiques

multisectorielles qui permettent d'échapper de manière plus durable à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Pour mener à bien cette double action, il est nécessaire de mettre en place des politiques à court et à long terme qui dépendront des capacités institutionnelles en place et de l'existence de mécanismes et de fonds d'urgence pour les soutenir.

À court terme, les pays doivent protéger les revenus de façon à enrayer les crises économiques. Il est essentiel de renforcer la capacité d'épargne lorsque l'économie est florissante, en utilisant pour cela les instruments disponibles (stabilisateurs budgétaires automatiques, fonds de stabilisation, fonds souverains, normes macroprudentielles, entre autres); cela permet ensuite aux politiques contracycliques d'opérer.

À plus long terme, les pays doivent procéder à des investissements judicieux pendant les périodes de prospérité pour réduire les facteurs de vulnérabilité économique et les inégalités; renforcer leurs capacités pour mieux résister aux chocs; maintenir leurs dépenses de santé et autres dépenses sociales; faire usage d'instruments d'action publique propres à créer des environnements alimentaires plus sains; et se relever rapidement lorsqu'ils sont secoués par des perturbations économiques. Pour ce faire, ils devront trouver le juste dosage de politiques et d'investissements, qui permette de réaliser une transformation structurelle qui soit également de nature à favoriser la réduction de la pauvreté et des inégalités au sein de la société.

2.5 CONCLUSIONS

Le rapport de cette année continue d'attirer l'attention sur les défis de taille qui restent à relever dans la lutte contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes.

La partie 2 du rapport appelle à agir pour préserver la sécurité alimentaire et la nutrition des aléas économiques – ralentissements ou fléchissements.

Les politiques à court et à moyen terme devraient viser à réaliser une transformation favorable aux pauvres et sans exclusive si l'on se focalise sur la croissance économique uniquement. Il va falloir s'attaquer aux inégalités existantes à tous les niveaux, par des politiques multisectorielles qui gardent toujours ces inégalités en ligne de mire. Enfin, une transformation de cette nature ne pourra se concrétiser que si les politiques renforcent effectivement la résilience économique des pays, de sorte que la sécurité alimentaire et la nutrition soient protégées lorsque l'économie ralentit ou se contracte.

2019 L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE

SE PRÉMUNIR CONTRE LES RALENTISSEMENTS ET LES FLÉCHISSEMENTS ÉCONOMIQUES

Le rapport de cette année fait apparaître qu'en chiffres absolus le nombre de personnes souffrant de la faim s'est lentement accru. Le rapport montre aussi que l'insécurité alimentaire ne se limite pas à la faim. Pour la première fois, le rapport présente des éléments qui permettent d'établir que nombre de personnes dans le monde, bien que ne souffrant pas de la faim, sont exposées à une insécurité alimentaire modérée, à savoir qu'elles ne sont pas toujours certaines de pouvoir se procurer à manger et se voient contraintes de ne pas manger en quantité suffisante ou de consommer des aliments de moindre qualité. C'est un phénomène de portée mondiale, qui sévit non seulement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, mais aussi dans les pays à revenu élevé.

À la lecture du rapport, on comprend également que nous ne sommes pas sur la bonne voie s'agissant d'atteindre les cibles nutritionnelles mondiales, notamment en ce qui concerne l'insuffisance pondérale à la naissance et le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans. Par ailleurs, l'excès pondéral et l'obésité sont en hausse dans toutes les régions, particulièrement chez les enfants d'âge scolaire et les adultes. À cet égard, le rapport souligne qu'aucune région n'est épargnée par l'épidémie d'excès pondéral et d'obésité, mettant l'accent sur la nécessité d'approches multidimensionnelles et multisectorielles qui permettraient d'enrayer voire d'inverser ces tendances.

Dans le contexte actuel marqué par une économie mondiale fragile, le rapport présente de nouvelles données qui viennent confirmer que dans un grand nombre de pays ayant connu un ralentissement ou une contraction économique la faim a gagné du terrain. Mettant en lumière les liens qui existent entre ralentissement de la croissance et fléchissement économique d'une part, et insécurité alimentaire et malnutrition d'autre part, le rapport avance que le seul moyen de neutraliser les effets de cette conjoncture est de s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la malnutrition, à savoir la pauvreté, les inégalités et la marginalisation. En conclusion, le rapport recommande des politiques à mener sur le court et sur le long terme pour résoudre ces problèmes sous-jacents et préserver la sécurité alimentaire et la nutrition en période de ralentissement de la croissance ou de fléchissement économique.

